

Unité interdépartementale des deux Savoie  
5 place Jules Ferry  
69006 Lyon

lyon, le 27/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC**

Les Ramées  
73370 LE BOURGET DU LAC

Références : 20220411 RAP Insp SCBL - Bourget du Lac 73

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2022 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC implanté Les Ramées 73370 LE BOURGET DU LAC. L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a déposé le 11 mars 2022 un dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'extension et la prolongation de l'exploitation de ce site. Cette inspection avait donc pour double objectif de contrôler le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur, et de questionner in situ l'exploitant sur certains points du dossier en cours d'instruction.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC
- Les Ramées 73370 LE BOURGET DU LAC
- Code AIOT dans GUN : 0006101522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SCBL est composée des deux actionnaires suivants :

- 50 % société LANGAIN (société de bâtiment et de travaux publics);
- 50 % société SCMS (exploitant de carrières, filiale du groupe EIFFAGE).

L'exploitation du site est réalisée sous couvert d'un arrêté préfectoral du 27 novembre 2014, complété par l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2020.

Elle se fait par campagnes discontinues selon les besoins de la société LANGAIN ou de la société SCMS. Aucune entreprise extérieure ni aucun particulier ne vient directement s'approvisionner sur

ce site dont l'exploitation est menée par du personnel et des engins de la société LANGAIN et également de la société SCMS.

En règle générale, l'exploitation se fait à la pelle mécanique complétée d'une chargeuse. Une partie des matériaux extraits est acheminée par camions semi-remorques vers la plate-forme de traitement des matériaux LANGAIN située, au nord, à quelques centaines de mètres de la carrière. L'autre partie des matériaux est prise en charge par la société SCMS qui approvisionne par tombereau son site de La Motte Servolex, au sud, par l'intermédiaire du chemin privé dit "de la combe des vallons".

Dans le cadre de l'avancement des travaux d'exploitation sur le site SCBL, 2 phénomènes géologiques distincts ont été observés au droit de la zone d'extraction:

- en 2016 a été mis en évidence une augmentation de l'épaisseur des matériaux de découverte, non valorisables en direction du sud. Cette épaisseur de découverte, comprise entre 1 et 2 m sur les terrains jusqu'alors exploités, a augmenté jusqu'à 15 mètres d'épaisseur au stade d'exploitation actuel en 2019;

- en 2018, les travaux d'extraction ont révélé une remontée du substratum sous-jacent, mettant à nu une couche de lignite, représentant une perte de 4 mètres d'épaisseur. En 2019, une nouvelle remontée de lignite a été constatée, avec une perte de 7 mètres supplémentaires d'épaisseur de gisement.

Ces deux singularités cumulées induisent, de fait, une diminution significative du gisement exploitable.

Afin de palier ces difficultés, la société SCBL a déposé le 11 mars 2022 un nouveau projet d'extension de la carrière actuelle, qui pourrait permettre de renouveler l'autorisation pour une durée de 20 ans.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative du site
- Plan de gestion des déchets et biodiversité – action nationale 2022
- Stabilité des fronts et sécurisation du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.5	/	Sans objet
Distances limites et zones de protection	AP Complémentaire du 29/09/2020, article 3.2	/	Sans objet
Conduite de l'exploitation - stabilité des fronts	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan d'exploitation – Phasage et remise de état	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.4 et 7.6	/	Sans objet
Plan de Gestion des Déchets (PGD)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis	/	Sans objet
Risque de pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 9 et 10.1	/	Sans objet
Lutte contre les espèces végétales invasives	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.11	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative du site est globalement à jour.

Le plan de gestion des déchets, les rapports de mesures de bruit et d'émissions de poussières ont été transmis et n'appellent pas de commentaires.

L'accès au site, et particulièrement sur la zone surplombant les fronts, doit absolument être clos de manière à garantir la sécurité de cette partie du site pour lequel l'exploitant dispose d'une dérogation lui permettant d'exploiter les terres jusqu'à sa limite d'autorisation.

Il devra également transmettre aux services d'inspection une analyse de stabilité de ces fronts subissant des dégradations liées au ruissellement des eaux pluviales.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation – Phasage et remise de état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.4 et 7.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan de phasage
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir rencontré des aléas d'exploitation l'ayant mené à adapter son plan de phasage et de remise en état tel que décrit à l'article 7.4 de l'arrêté du 27/11/2014.
<b>Observations :</b> Si des éléments sur ce point ont été fournis dans le dossier de demande de renouvellement et d'extension déposé le 11 mars 2022, et si l'inspection considère que cet écart n'est pas susceptible de remettre en question la conduite de l'exploitation, il est cependant demandé à l'exploitant d'actualiser et de transmettre à l'inspection, un plan de phasage et de remise en état, ainsi que des plans du site actualisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Distances limites et zones de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Distances limites et zones de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.
<b>Constats :</b> Les inspecteurs ont procédé à une vérification de la sécurisation des accès aux sites, plus particulièrement sur la partie située en amont des fronts. Ils ont constaté que la clôture de fils barbelés avait été récemment endommagée.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra mettre en place, dans les meilleurs délais, une clôture efficace afin de garantir la sécurisation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan de Gestion des Déchets (PGD)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de Gestion des Déchets (PGD)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li></ul> Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets conformes, dans lequel il est fait preuve du caractère inerte des déchets.
<b>Observations :</b> Il veillera à actualiser ce plan de gestion en corrélation avec les évolutions apportées au plan d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Distances limites et zones de protection**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/09/2020, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Distances limites et zones de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> APC du 29/09/2020, Article 3.2 : A titre dérogatoire, par application de l'article 14.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, la distance de sécurité de 10 mètres est réduite à 5 mètres au niveau du secteur en extension. Un délaissé de 10 mètres complémentaires est conservé autour du pylône électrique afin d'assurer la pérennité de l'ouvrage durant la phase d'exploitation.  AP du 27/11/2014, Article 7.5 — Distances limites et zones de protection Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. A titre dérogatoire, par application de l'article 14.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, cette distance de sécurité de 10 m est supprimée sur tout le secteur ouest du périmètre d'extension de la carrière conformément au plan [...]. Sur ce secteur spécifique, le bord de l'excavation peut être confondu avec la limite du périmètre autorisé. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la stabilité des fronts d'exploitation de ce secteur de sorte que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas remise en cause. En tout état de cause le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques et des canalisations enterrées (ou tout autre installation).
<b>Constats :</b> Le bornage du périmètre d'exploitation n'était pas évident le jour de l'inspection. Par ailleurs, l'espace conservé autour du pylône électrique semble inférieur au 10 mètres préconisés.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection sous 3 mois les modes de preuve permettant de justifier du respect de ces prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Conduite de l'exploitation - stabilité des fronts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stabilité des fronts et des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation est conduite à la pelle hydraulique et au chargeur de sorte de créer des gradins d'exploitation qui présentent les caractéristiques suivantes <ul style="list-style-type: none"><li>• Une hauteur verticale des gradins de 5 mètres et une pente maximale de 55° en exploitation;</li><li>• Des risbermes entre chaque gradin d'une largeur de 4 m</li><li>• Le respect des deux critères précédents permet de disposer d'une pente intégratrice générale de l'ordre de 45° en cours d'exploitation. Cette pente permet d'assurer la stabilité des gradins durant d'exploitation.</li><li>• Ces gradins sont repoussés progressivement vers l'ouest pour être mis en position finale et s'enfoncent également vers le sud du versant afin de permettre la réalisation du talus final.</li><li>• Le talus final, d'une pente intégratrice générale de l'ordre de 38°, est constitué d'une succession de gradins et de risbermes qui seront taillés dans le terrain naturel. Afin d'assurer la stabilité à long terme de ce talus final</li><li>• chaque gradin final taillé dans le terrain naturel fera 5 m de haut et sera taluté à une pente de 50° par rapport à l'horizontal,</li><li>• chaque risberme fera 4 m de large au minimum,</li><li>• les eaux de ruissellement seront drainées pour éviter toute accumulation susceptible de déstabiliser les sols.</li></ul>
<b>Constats :</b> Il a été constaté le jour de l'inspection une forte dégradation des fronts, notamment due aux eaux de ruissellements. Par ailleurs, les risbermes ne semblent pas respecter les critères prescrits par l'arrêté préfectoral.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra sous 3 mois à l'inspection une étude permettant de vérifier la stabilité pérenne des fronts du site et des sols. L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la stabilité des fronts d'exploitation de sorte que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas remise en cause.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Risque de pollution accidentelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 9 et 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux, des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 9 - Dispositions générales: L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisances par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.  Article 10.1: Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé par un véhicule citerne d'une entreprise extérieure, assurant un remplissage de type bord à bord. L'exploitant dispose en permanence sur site d'un kit antipollution et d'un bac de récupération des éventuelles égouttures à placer au sol lors du remplissage des réservoirs. L'entretien des engins de chantier sont réalisés en dehors de la carrière, dans les ateliers de la société 5015 ou LANGAIN.
<b>Constats :</b> Si l'entretien des véhicules est effectué en dehors du site, l'exploitation ne dispose pas d'une aire étanche permettant le ravitaillement et le stationnement (en période d'arrêt de chantier) de manière à se prémunir de toute pollution accidentelle.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de disposer d'une aire étanche permettant le stationnement de ses engins.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Lutte contre les espèces végétales invasives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 7.11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Lutte contre les espèces végétales invasives
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend des dispositions pour lutter contre la prolifération de l'ambroisie. En cas d'apparition d'ambroisie sur la carrière, elle devra être éliminée et le moyen de lutte contre sa reprise consiste à végétaliser les terres décapées. Compte tenu de son mode de développement, si de l'ambroisie est repérée alors elle devra être détruite de préférence avant le 1er juillet et en aucun cas après le 15 août de chaque année, car toute action mécanique sur les plants ne ferait qu'accentuer la dispersion des pollens.
<b>Constats :</b> Si les mesures de lutte contre l'ambroisie sont effectivement mises en place, d'autres espèces invasives prolifèrent sur le site de l'exploitation, particulièrement sur certaines versées en entrée de site.
<b>Observations :</b> Aussi il est recommandé de procéder à des campagnes d'arrachage afin de limiter leur prolifération.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet